Comédie de Genève

PARA

10 > 14 oct 2019

de David Van Reybrouck

mise en scène Raven Ruëll

- Grande salle

Comédie de Genève
Tiziana Bongi
T. +41 22 809 60 76
tbongi@comedie.ch

Dossier pédagogique

MATERIEL À EXPLOITER AVEC VOS ÉLÈVES

- Présentation du spectacle (p.3)
- Comme un exercice d'altérité à double détente, par Arielle Meyer MacLeod (p.5)
- La conférence spectacle, par Patrice Pavis (p.6)
- Interview de David Van Reybrouck, Raven Rüell et Bruno Vanden Broecke, par Michael Bellon (p.7)
- Photos du spectacle (p.10)
- Citations du texte (p.12)
- Restore Hope: il y a vingt ans, les Belges tentaient de pacifier la Somalie, article paru dans *Le Vif* (p.13)
- En 1993, l'opération "Restore Hope" avait été un échec, article paru dans *La Croix* (p.15)
- Aperçu de l'histoire de la Somalie, par Anne-Claire de Gayffier-Bonneville (p.16)
- L'échec de l'intervention de l'ONU en Somalie: les enseignements, par Anne-Claire de Gayffier-Bonneville (p.20)
- Biographies (p.21)

PARA

de David Van Reybrouck
mise en scène Raven Ruëll

du 10 au 14 octobre 2019

la guerre et la dérive morale / âge conseillé : dès 16 ans / durée : 1h30

Quoi ?
Après *Mission* (à la Comédie en 2014 et en 2015), leur spectacle au succès retentissant, l'auteur David Van Reybrouck, le comédien Bruno Vanden Broecke et le metteur en scène Raven Ruëll ont à nouveau uni leurs forces pour la création de *Para*.
Pour ce nouveau monologue, le trio plonge dans un chapitre oublié de l'histoire récente : l'intervention militaire belge de grande envergure en Somalie en 1992-1993.

Pourquoi ?
"Le spectacle parle de jeunes hommes qui n'étaient pas préparés à la mission qu'on leur a confiée. Soudain, ils se sont retrouvés quatre mois durant dans la Corne de l'Afrique, au milieu d'un conflit immensément complexe dans lequel l'ennui sans fin, le racisme latent et la violence extrême ont abouti à des actes dont certains se demandent jusqu'à aujourd'hui comment ils ont pu les commettre" explique David Van Reybrouck.
Para serait comme un exercice d'altérité à double détente. Ou une leçon de décentrement en deux temps.
"Vous me regardez comme nous, nous regardions les Somaliens" dit Nico Staelens (personnage de *Para*) au terme de son témoignage. Et c'est bien de cela qu'il s'agit. De ce double regard. Celui que porte ces soldats sur une population dont ils ne comprennent ni la langue, ni les codes, ni la réalité, ni la misère, et qui se livrent à des actes qu'ils n'arrivent pas à comprendre et expliquer. Et le regard que nous, ou la plupart d'entre nous – qui ne connaissons ni l'armée, ni la guerre, ni la Somalie et le conflit civil qui l'a ravagé, ni même peut-être l'Afrique – portons sur ces soldats et les actes qu'ils ont pu commettre.
Para invite à regarder autrement, sans grilles en noir et blanc faites d'avis tranchés et d'opinions toutes faites.

Comment ça se passe ?
Sur scène, un petit écran un peu artisanal pour faire défiler quelques diapos, une boîte en carton minuscule. C'est tout. Le sergent belge Nico Staelens, ancien parachutiste, incarné par le magnétisant Bruno Vanden Broecke, donne une conférence. En 1992, il a participé à une mission de pacification en Somalie sous l'égide des Nations-Unies, le plus grand déploiement militaire belge en Afrique.
Nico Staelens ne témoigne pas avec le souci de convaincre, ou d'émouvoir, ou de juger. Non. Il documente une situation éminemment paradoxale – avec moult détails, d'une précision minutieuse, presque obsessionnelle: celle d'un corps d'armée surentrainé, déployé non pas pour une mission belliqueuse mais pour une opération de pacification. Un corps d'armée – dont les 95%, dit-il, sont des gars d'extrême droite, racistes, voire suprématistes du type "white power" – débarqués en terre étrangère, dans un conflit complexe, une misère terrible, une culture inconnue. De bonnes intentions qui virent au fiasco.

Thématiques: la guerre, la guerre de Somalie, la dérive morale, l'autre, les conséquences de la guerre, le monologue

Activités pédagogiques: préparation dans votre classe à la sortie théâtre (quelques jours avant votre venue ou le soir-même 30 min. avant le début du spectacle), rencontre avec l'équipe artistique et discussion à la suite du spectacle (30 min.)

GÉNÉRIQUE

Avec : Bruno Vanden Broecke

Scénographie : Leo de Nijs
Décors : KVS Atelier
Costumes : Heidi Ehrhart
Conception lumière : Johan Vonk
Lumière : Geert Drobé
Son : Dimitri Joly
Directeur production : Lieven Symaeys
Diffusion et tour management : Saskia Lienard
Production : KVS

Remerciements : Jacques Bloemen, Adrien Van Den Hoof

COMME UN EXERCICE D'ALTÉRITÉ À DOUBLE DÉTENTE, par Arielle Meyer MacLeod

Sur scène, un petit écran un peu artisanal pour faire défiler quelques diapos, une boîte en carton minuscule. C'est tout. Le sergent belge Nico Staelens, ancien parachutiste, incarné par le magnétisant Bruno Vanden Broecke, donne une conférence. En 1992, il a participé à une mission de pacification en Somalie sous l'égide des Nations-Unies, le plus grand déploiement militaire belge en Afrique.
Nico Staelens ne témoigne pas avec le souci de convaincre, ou d'émouvoir, ou de juger. Non. Il documente une situation éminemment paradoxale – avec moult détails, d'une précision minutieuse, presque obsessionnelle : celle d'un corps d'armée surentraîné, déployé non pas pour une mission belliqueuse mais pour une opération de pacification. Un corps d'armée – dont les 95%, dit-il, sont des gars d'extrême droite, racistes, voire suprémacistes du type « white power » – débarqués en terre étrangère, dans un conflit complexe, une misère terrible, une culture inconnue. De bonnes intentions qui virent au fiasco.

Para serait comme un exercice d'altérité à double détente. Ou une leçon de décentrement en deux temps.
« Vous me regardez comme nous, nous regardions les Somaliens » dit Nico Staelens au terme de son témoignage. Et c'est bien de cela qu'il s'agit. De ce double regard. Celui que porte ces soldats sur une population dont ils ne comprennent ni la langue, ni les codes, ni la réalité, ni la misère, et qui se livrent à des actes dont certains se demandent comment ils ont pu les commettre. Et le regard que nous, ou la plupart d'entre nous – qui ne connaissons ni l'armée, ni la guerre, ni la Somalie et le conflit civil qui l'a ravagé, ni même peut-être l'Afrique – portons sur ces soldats et les actes qu'ils ont pu commettre.
Para invite à regarder autrement, sans grilles en noir et blanc faites d'avis tranchés et d'opinions toutes faites.

Ce que raconte le sergent Nico Staelens dépasse sans doute largement le cadre de cette mission particulière et des agissements de ces soldats belges parachutés en Somalie. Car avant la Somalie, il y eu l'entrainement. « On te brise, on te démolit, on te lave le cerveau ». Exercices barbares, brimades, humiliations. « Pour qui tu te prends, petite merde ? » De quoi porter atteinte durablement à la faculté de jugement, et générer l'absence de pensée par laquelle se définit la banalité du mal de Hannah Arendt, « lorsque les gens ont perdu tout contact avec leurs semblables aussi bien qu'avec la réalité qui les entoure ; car, en même temps que ces contacts, les hommes perdent à la fois la faculté d'expérimenter et celle de penser », écrit-elle dans *Les Origines du totalitarisme.*
Le miracle c'est que certains, dans ces conditions, ne perdent pas complètement le sens de la réalité et le lien aux autres, que certains ne succombent pas à la « désolation » qui caractérise, pour Arendt, l'homme totalitaire. Le miracle, finalement, c'est Nico. Et Aziz, que ses compagnons traitent de « baiseur de chameau », qui n'arrive pas à tirer sur un Somalien malgré l'ordre qui lui est donné. « Si je me tais, je suis un lâche. Si je parle, je suis un con. Je suis coincé. J'ai merdé. » Le miracle c'est que Nico n'ait pas perdu toute faculté de discernement. Et qu'il parle.

Nico dit aussi le retour. L'impossible retour. Après les violences commises et subies, comment revenir à la maison ? En état de stress post-traumatique, comment retrouver sa vie, sa vie d'avant, entre femme, enfants, brunchs dominicaux et barbecues familiaux ? Comment rejoindre un endroit qui ressemble à un chez-soi ? Le passé n'existe plus, et l'avenir est obturé.
Comme pour Ulysse, qui met dix ans à revenir dans son île après la guerre de Troie : tout a changé, il n'est plus le même, et Ithaque est en proie au chaos. En cela *Para* fait écho au P*résent qui déborde* de Christiane Jatahy qui se joue aussi cette saison à la Comédie.
De l'un comme de l'autre on sort avec des questions, pas avec des réponses. N'est-ce pas, plus que jamais, le rôle du théâtre ?

LA CONFÉRENCE SPECTACLE, par Patrice Pavis

Conférence-spectacle
L'idée est de faire d'une conférence un spectacle et d'un spectacle une conférence. Cette récente création hybride de la conférence-spectacle participe de la pédagogie autant que de l'art. La pédagogie contemporaine, volontiers expérimentale, s'efforce de rendre attrayant un exposé historique ou théorique trop aride, en donnant des exemples concrets que le conférencier illustre et, pourquoi pas, dramatise. Le théâtre est de plus en plus souvent sommé de s'expliquer sur ses intentions, de donner le mode d'emploi de sa réception, bref de fournir un service après-vente à des clients de plus en plus exigeants. La conférence-spectacle est devenue un genre reconnu, particulièrement populaire, qui rassemble les suffrages des praticiens comme des théoriciens, des spectateurs comme des artistes.

L'art comme conférence
La tentation est grande chez les artistes de transformer en spectacle ce qui est annoncé comme conférence. Il peut s'agir d'un acteur, mime ou chanteur qui illustre ses propos par des exemples concrets. C'est d'ailleurs le principe de la *masterclass*, qui donne carte blanche à un artiste pour expliquer, démontrer, son art, en faisant travailler des étudiants et des novices. La conférence-spectacle transmet quelques principes de l'art théâtral (ainsi les actrices de Barba dans leur solo), du mime (Jacques Lecoq dans *Tout bouge* ; Yves Marc dans *Faut-il croire les mimes sur parole* ?). Plus récemment, les professeurs, dont le métier est de parler et de tenir des discours publics, ont peu à peu créé un genre nouveau, à cheval entre pédagogie et art : ils proposent d'animer leurs discours par des moyens audiovisuels (projections, powerpoint presentation , accès à Internet depuis leur ordinateur). Les plus audacieux et les nostalgiques de l'art théâtralisent leur performance verbale et transforment leur discours en actions comiques. La conférence-spectacle annonce et introduit le rituel de la présentation verbale, pour rapidement dévier en une histoire inventée, en actions inattendues. La fausse conférence se mue en vrai spectacle, les explications sont remplacées par des démonstrations de jeu. Le plaisir du jeu remplace le sérieux de l'étude.

Les artistes (les vrais) se sont de leur côté emparés de cette forme nouvelle et jouent le rôle d'un conférencier qui glisse irrésistiblement vers les effets comiques et finissent par créer une pièce. Charles Massera (*We are la France*; *Bienvenue dans l'espèce humaine*), Jos Houben (*L'art du rire*), Éric Didry et Nicolas Bouchaud (*La loi du marcheur*) commencent par une très sérieuse conférence. D'un point de vue dramaturgique et esthétique, la conférence-performance révèle une grande sophistication théorique et une virtuosité artistique. Certes, elle reprend l'opposition classique entre montrer et jouer, imiter et raconter, dramatique et épique. Mais les allers-retours entre les deux principes sont constants et ambigus ; ils sont au centre de ce travail, tout comme est devenu centrale la confrontation entre théorie et pratique. Le conférencier est un performeur virtuose, chargé de semer le trouble : tâche aussi pédagogique qu'artistique. On ne confondra pas la conférence-spectacle avec la lecture performée par l'auteur-poète lisant publiquement ses propres textes. Les pionniers de l'art de la performance dans les années 1960 mêlaient certes discours et art, explication et démonstration, mais l'idée de confronter conférence et théâtre est beaucoup plus récente. Elle vient aussi des plasticiens et des chorégraphes (Jérôme Bel). On y perçoit toujours une critique de l'institution artistique et scolaire, une volonté de ne pas être seulement un artiste, mais un activiste, un militant politique, un spectateur engagé.

in *Dictionnaire de la performance et du théâtre contemporain* - 2e éd. Armand Colin

INTERVIEW DE DAVID VAN REYBROUCK, RAVEN RÜELL ET BRUNO VANDEN BROECKE, par Michael Bellon

Coup de théâtre au KVS : neuf ans après la première de leur spectacle à succès, *Missie [Mission]* toujours à l'affiche de scènes internationales, l'écrivain David Van Reybrouck, le comédien Bruno Vanden Broecke et le metteur en scène Raven Ruëll annoncent soudain et de manière inopinée la création de leur nouvelle production, *Para*. Le monologue d'un militaire belge qui a participé en 1992-1993 à l'intervention de maintien de paix en Somalie – intervention entachée de scandales – constitue le volet de clôture de la trilogie africaine de Van Reybrouck.

Après le scientifique belge en Afrique du Sud dans *Die siel van die mier [L'âme des termites]* et le missionnaire belge au Congo dans *Missie [Mission],* David Van Reybrouck donne dans son troisième monologue d'un Belge en Afrique la parole à un para-commando qui a participé à la mission militaire belge de maintien de paix en Somalie. Une opération qui a humilié les populations locales qu'elle était censée protéger, en suspendant un enfant au-dessus d'un feu comme un méchoui, par exemple. Tout comme pour l'écriture de *Missie*, Van Reybrouck a d'abord interviewé des personnes directement impliquées avant de rédiger son texte et nous invite à prendre le temps de bien écouter ce qu'elles ont à dire. Aucun problème, surtout si Raven Ruëll assure une fois de plus la mise en scène et Bruno Vanden Broecke l'interprétation.

***Para* n'était pas annoncé dans la brochure de la saison du KVS, mais nous pouvons affirmer qu'il ne s'agit pas d'une œuvre improvisée**.
David Van Reybrouck : La pièce était prévue de longue date. J'ai effectué mes premières interviews il y a deux ans et la dernière, au mois d'août. Mais nous avons demandé au KVS de pouvoir travailler à l'abri de tout battage médiatique. J'aurais trouvé difficile d'écrire un spectacle dont les billets sont déjà en vente. Une grande maison doit pouvoir préserver sa fonction de laboratoire, même si cela requiert ensuite de vendre les billets pour la production en quelques semaines à peine.

Heureusement, cette équipe a des antécédents qui présagent d'une excellente vente des billets.
Bruno Vanden Broecke : Mais le théâtre est l'une des formes d'art les plus fragiles et rien ne garantit qu'avec les mêmes ingrédients on parvienne à concocter une aussi bonne soupe.

Raven Ruëll : On s'investit corps et âme dans chaque projet, mais l'impact est difficile à évaluer. Nous étions nous-mêmes stupéfaits des réactions dithyrambiques lors de la première série de représentations de *Missie*. D'autant plus que nous avions opéré quelques choix de mise en scène décisifs très tard dans le processus de création : celui d'en faire une conférence, celui de ne pas donner la parole au missionnaire pendant qu'il était en Afrique, le décor sobre... Tout cela nous est venu au cours de la dernière semaine. Cela dit, nous savions qu'avec ce texte nous tenions de l'or entre les mains. Alors on s'évertue bien entendu à proposer une mise en scène à la hauteur de ces mots.

Entre-temps, vous avez déjà joué *Missie* à plus de 250 reprises Bruno, et vous ne semblez pas avoir l'intention d'arrêter.
Bruno Vanden Broecke : Je joue la pièce encore vingt à trente fois par an, et je souhaite continuer à le faire parce qu'elle me tient toujours plus à cœur. Et elle continue à toucher le public. La semaine dernière, je l'ai jouée à Rotterdam devant une centaine de gens dans une salle qui peut en contenir cinq cents. Ce n'était donc qu'une audience clairsemée, alors que je suis généralement plutôt gâté en la matière. Mais à la fin, le public présent s'est levé en se frottant encore les yeux.

David a la réputation de creuser des sujets épineux escamotés – le Congo, les problèmes de la démocratie, le suicide. Y est-il à nouveau parvenu ?
Raven Ruëll : Très certainement. Il s'agit à nouveau d'un sujet qu'on a balayé sous le tapis. Pour moi, c'est toujours bon signe quand je suis moi-même totalement surpris par les faits relatés dans un nouveau texte de théâtre. Je ne savais pas, par exemple, que l'intervention en Somalie était le plus grand déploiement militaire belge en Afrique. *Missie* réajustait l'image qu'on avait d'un missionnaire et cette fois, c'est pareil. On se rend compte que notre image

des paras-commandos est plutôt nourrie par tous les bons et moins bons films de guerres états-uniens qu'on a vus que par la réalité.

David, quand avez-vous su que vous vouliez écrire quelque chose à ce sujet ?
David Van Reybrouck : Les photos de la série publiée il y a 25 ans dans l'hebdomadaire Humo qui montraient des paras tenant un enfant au- dessus d'un brasero ou urinant sur des Somaliens ne m'ont jamais quitté. J'ai trouvé très remarquable à quel point elles ont vite été oubliées. Il s'agissait d'une sorte d'abomination autour de laquelle on observe le silence, et ce qui m'intéresse c'est la façon dont ce silence s'installe. Cela n'a rien à voir avec la volonté d'étouffer l'affaire, mais avec la gêne de ternir une mission que l'armée a estimée somme toute réussie. À cause d'incidents survenus à relativement grande échelle. L'année après la mission en Somalie, il y a eu les dix paras assassinés au Rwanda. La tragédie nationale a totalement éclipsé le souvenir et nous a dispensés de commémorer la Somalie.

Après avoir été l'hôte de l'émission télévisée Zomergasten il y a deux ans, j'ai trouvé parmi les réactions qui me sont parvenues un courriel d'un para qui avait été en mission en Somalie et qui avait été frappé par l'extrait sur la Commission Vérité et Réconciliation qui se révélait si libératrice pour la société sud-africaine et salutaire pour les coupables. Il est le premier témoin que j'ai interviewé et il s'est d'emblée avéré à quel point il avait mauvaise conscience et à quel point il désirait enfin pouvoir raconter ce qu'il a vécu. Car c'est quelque chose dont nous ne nous rendons pas vraiment compte. On entend parfois dire que les paras ont plus de couilles que de cervelle. Faux. « Si moi-même, je ne peux pas me pardonner, comment la société peut-elle me pardonner ? ». Telle était la teneur de ses propos.

« Les bonnes intentions, en voilà une sale affaire! » est une des citations.
David Van Reybrouck : Cela se révèle, par exemple, dans le récit d'un médecin militaire parti avec beaucoup d'idéalisme, mais qui a rapidement observé que ces quatre mois sembleraient durer très longtemps à cause de la tension au sein du commando, des frustrations accumulées, de la vigilance réduite qui a entraîné des accidents stupides, de la chaleur écrasante, de la nourriture médiocre... Tout cela fait qu'à un moment donné, des personnes idéalistes ne sont plus reconnues par leurs pairs.

Comment tracez-vous une ligne à travers le matériau source ?
David Van Reybrouck : J'ai assez vite décidé de ne pas en faire une analyse géopolitique. Les deux missions de l'ONU, UNOSOM I et II, et l'opération états-unienne Restore Hope ont échoué d'après moi. La Somalie est aujourd'hui un cas d'école d'État failli. Malgré l'intervention et les morts. La pièce n'est pas un réquisitoire contre les méfaits commis par les paras belges. Il n'y aurait aucune plus-value à une reconstitution de la série publiée dans Humo. Ce n'est bien entendu pas une apologie non plus, comme cet épouvantable film *Black Hawk Down*, dans lequel Ridley Scott présente les impérities de l'armée états-unienne comme des actes héroïques. Ce qui m'intéresse par contre, c'est de sonder la façon dont le comportement d'un para déraille. En pareilles circonstances, ne serions-nous pas tous capables des mêmes exactions ?

Bruno Vanden Broecke : Introduire de la nuance est important. Aujourd'hui, les jeunes personnes doivent porter un jugement sur pléthore d'événements dans le monde en 140 caractères et un émoticône. Cela se révèle difficilement tenable quand on souhaite approfondir un sujet. Nous vivons une époque de polarisation. Dans ce contexte, il est beau de pouvoir réaliser un spectacle qui requiert du spectateur de s'asseoir deux heures durant et de compatir avec le narrateur qui se situe dans cette zone grise où tout n'est enfin plus noir ou blanc et dans laquelle on lui présente, à travers un contact direct, une humanité reconnaissable et typique.

David Van Reybrouck : La pièce commence à la lumière du jour. Lentement, l'obscurité s'installe, mais nos yeux s'adaptent. On se laisse en partie entraîner, jusqu'à ce qu'on sente à un moment donné que cela devient quand même problématique. Je l'ai vécu moi-même. En tant qu'écrivain, il faut s'approprier le langage de son personnage et coucher sur le papier des choses qu'on trouve soi-même abjectes. Mais on ne souhaite pas acquérir trop de compétences en la matière. Lorsqu'à la fin du spectacle, la lumière du jour pointe à nouveau, on remarque qu'on a changé.

Bruno Vanden Broecke : Et cela n'est pas possible dans une pièce d'une heure. C'est une séquence physique et il faut passer par quelques phases.

Jouer un missionnaire semble très différent d'interpréter un para, mais au fond, vous pourriez le faire de la même façon.
Bruno Vanden Broecke : Je suis de plus en plus convaincu que le théâtre est énergie et non pas forme. Il s'agit d'insuffler vie à une histoire. Au théâtre, cela se déroule dans un environnement totalement artificiel où les spectateurs souhaitent au fond être ébahis et illusionnés. Le théâtre documentaire que nous réalisons va à l'encontre de cette tendance. Ce n'est pas du spectacle, mais cela va droit au but, au message. Il me faut intérioriser le texte au point que chaque spectateur ne soit préoccupé que par le message et oublie qu'il regarde un comédien à l'œuvre. Après une représentation en matinée de *Missie*, les quatorze pères blancs qui étaient dans la salle sont venus me trouver pour me raconter qu'ils étaient en mission dans la même région que celle où j'étais au Congo. C'est le plus beau compliment qu'on puisse faire à un comédien. Je n'ai toutefois pas eu le courage de leur dire que j'étais un comédien.

À propos de pardon : peut-être que personne n'ose plus le demander dans notre société qui lève d'emblée un doigt réprobateur et veut punir.
David Van Reybrouck : Nous avons à ce point sacralisé les droits humains, que chacun qui les a un jour enfreints ne peut plus jamais obtenir d'absolution. Je ne sais pas si c'est tellement raisonnable.

Raven Ruëll : Je ne pense pas que nous demandions le pardon. Nous laissons l'entière liberté aux spectateurs. Mais si vous m'aviez demandé avant d'avoir commencé à travailler à la pièce ce que je pensais des militaires qui ont tenu des civils au-dessus d'un brasero, j'aurais certainement dit autre chose qu'à présent. « Comment peut-on faire une chose pareille ? », est évidemment la première réaction. La pièce ne donne pas d'explication logique, mais quand même une certaine possibilité de mieux comprendre la situation.

Écouter est important.
Bruno Vanden Broecke : De nos jours, même les politiciens lancent sciemment des paroles de provocation. «Lançons un ballon et voyons ce que ça donne. » Dans la pièce Socrates que j'interprète en ce moment, le politicien qui se conduit comme un marchand ambulant est pris à partie à quelques reprises. C'est incroyable comme ces scènes suscitent de vifs applaudissements.

David Van Reybrouck : Ce n'est pas par hasard qu'on crée en ce moment tant de théâtre et de fiction autour de la politique et de la démocratie, alors que c'était rarissime autrefois. De *Borgen* à *The West Wing* en passant par *House of Cards* et *De 16* : le politicien démocratiquement élu est devenu un personnage tragique.

Raven, comment accompagnez-vous ce processus en tant que metteur en scène ?
Raven Ruëll : Bruno sait qu'un soir, il sera seul sur scène, mais je me rends chaque jour aux répétitions pour l'épauler et l'aider à faire les meilleurs choix, afin qu'il se sente bien soutenu. Les idées formelles évoluent graduellement grâce à toutes les conversations que nous menons ensemble. Va-t-on à nouveau créer un spectacle sobre ? Je l'ignore. Cela fait entre-temps neuf ans que nous avons pu observer qu'avec le texte de David nous n'avons pas besoin de beaucoup plus. Mais ce que ce récit nécessite précisément doit encore se révéler. Qui sait, Bruno finira peut-être par se retrouver dans la boue jusqu'au cou sur scène…

PHOTOS DU SPECTACLE (©Thomas Dhanens / KVS)

CITATIONS DU TEXTE

"Si je ne peux pas me pardonner à moi-même, comment la société peut-elle me pardonner?"

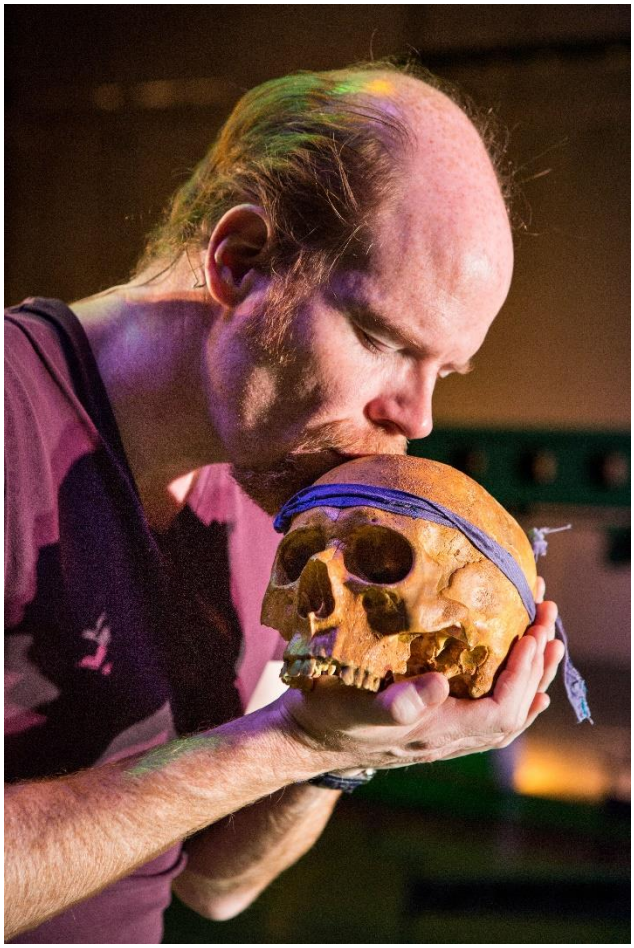
"Les bonnes intentions, la sale affaire."

"Si je me tais, je suis un lâche. Si je parle, je suis un con. Je suis coincé. J'ai merdé."

"C'est pour ce gamin. C'est pour ce gamin qu'on le fait."

"Notre approche est un non-sens. Ou comme tu dirais toi, faut arrêter les conneries !"

"C'est quoi, ce pays ? C'est quoi, ces gens ? Tellement ingrats ! Nous, on vient risquer nos vies ici pour leur pays."



RESTORE HOPE: IL Y A VINGT ANS, LES BELGES TENTAIENT DE PACIFIER LA SOMALIE

***Le Vif* [en ligne], mis en ligne le 10 décembre 2012**

L'armée belge célèbre mercredi, mais en toute discrétion, le 20ème anniversaire de son arrivée en Somalie, où elle a tenté durant un an de rétablir un semblant d'ordre, dans un pays en pleine guerre civile, au prix de six morts.

Aucune commémoration particulière n'a été organisée pour marquer l'arrivée, le 12 décembre 1992, des premières troupes belges à Mogadiscio, la capitale somalienne, dans le cadre de l'opération "Restore Hope" ("Rendre l'Espoir") dirigée par les Etats-Unis afin de mettre fin au pillage de l'aide humanitaire dans ce pays de la Corne de l'Afrique en proie à l'anarchie.

Les premiers Belges étaient arrivés à Mogasdiscio peu avant la mi-décembre. Ils avaient rapidement été dirigés vers la ville portuaire de Kismayo, dans le sud de la Somalie, se souvient leur commandant de l'époque, le général-major - désormais en retraite - Marc Jacqmin. Il était alors lieutenant-colonel et dirigeait le 1er bataillon parachutiste de Diest, qui formait le noyau de la participation belge à cette grande opération humanitaire comptant plus de 38 000 hommes.

Une compagnie de ce bataillon avait débarqué à Kismayo le 20 décembre, à bord d'engins amphibies de l'US Navy pour y établir une tête de pont de l'opération "Restore Hope" aux côtés de troupes américaines. Le reste des troupes belges avait suivi le 21 puis le 24 décembre, avant l'arrivée du navire "Zinnia" de la Marine, puis d'un bâtiment transportant le charroi lourd, dont des blindés légers de type CVRT, en janvier 1993.

"Je commandais alors un contingent de quelque 950 hommes", a raconté à l'agence BELGA le général Jacqmin, qui avait été promu colonel sur place, le 26 décembre 1992.

Les Américains s'étaient toutefois rapidement retirés de Kismayo, laissant les Belges contrôler tant bien que mal cette ville d'importance stratégique, son port, et la basse vallée de la Juba disputés par les milices de "seigneurs de la guerre" - principalement le général Mohamed Said Hersi (dit "Morgan", le beau-frère de l'ancien président Siad Barré, renversé en 1991) et le colonel Ahmed Omar Jess.

En mai 1993, l'opération était passée sous le commandement des Nations Unies, devenant l'ONUSOM (Opération des Nations Unies en Somalie), avec quelque 20 000 Casques bleus et huit mille civils munis d'un mandat "musclé".

Les troupes américaines avaient pour leur part quitté la Somalie le 31 mars 1994, après la mort de 18 GI's le 3 octobre 1993 à Mogadiscio, lors d'une désastreuse tentative de capture d'un des principaux chefs de guerre, le général Mohamed Farah Aïdeed. Une désastreuse mission qui servira de fil narratif à *Black Hawk Down* (*La Chute du Faucon Noir*), un film de Ridley Scott.

Les derniers Casques bleus de l'ONUSOM avaient plié bagage le 2 mars 1995 en plein désarroi, sans résoudre les causes profondes de la crise somalienne, où les combats entre factions rivales ont conduit à l'éclatement du pays en continuant à faire des morts malgré plusieurs conférences de paix. Vingt-et un ans après la chute de Siad Barré, la Somalie reste en effet sans autorité centrale, partagée en de multiples régions sous contrôle de chefs de clans locaux, malgré la mise en place d'un gouvernement national de transition (GNT) en août 2000.

Les militaires belges avaient pour leur part cédé le relais à Kismayo à la mi-décembre 1993 à un contingent de Casques bleus indiens lourdement armés - notamment avec des chars d'assaut T-72 de conception soviétique.

"Restore Hope" et l'ONUSOM se sont soldées par la mort de trente soldats américains, de 68 militaires d'autres nationalités (dont six Belges) et de 262 blessés parmi les Casques bleus. Les victimes somaliennes se sont chiffrées par milliers.

L'armée belge, qui était à l'époque déjà présente en ex-Yougoslavie sous l'égide de l'ONU, avait enchaîné avec une mission au Rwanda, où dix Casques bleus avaient trouvé la mort à Kigali, le 7 avril 1994.

Après le départ des troupes étrangères, la Somalie avait replongé dans le chaos. Elle n'en émerge que petit à petit avec la mise en place de nouvelles institutions encore fragiles - parlement, gouvernement et président - en septembre dernier, qui ont repoussé, avec l'aide de troupes africaines, les islamistes shebab de plusieurs régions qu'ils occupaient depuis des années. Les activités des pirates somaliens ont aussi reculé, grâce à la présence de plusieurs flottilles de navires de guerres occidentaux, mais aussi russes et asiatiques.

EN 1993, L'OPÉRATION "RESTORE HOPE" AVAIT ÉTÉ UN ÉCHEC

par Olivier Tallès, *La Croix* [en ligne], mis en ligne le 22 juillet 2011

9 décembre 1992. Des milliers de soldats américains débarquent sur les côtes de la Somalie. L'opération Restore Hope (« Restaurer l'espoir ») commence sous l'œil des caméras. Objectif, pacifier le pays en proie à la guerre civile afin d'acheminer et de distribuer l'aide humanitaire aux populations affamées.

Mais, très vite, la situation dégénère, les combats s'intensifient entre les casques bleus et les groupes armés. Les États-Unis retirent l'essentiel de leurs troupes fin 1993, bientôt suivis par les autres nations. Beaucoup d'ONG abandonnent leur programme dans la foulée.

Droit d'ingérence
La première intervention militaire au nom du droit d'ingérence humanitaire se termine par un échec sur toute la ligne. « Quand des casques bleus commencent à tirer sur les populations qu'ils sont censés protéger, c'est un signe que l'aide devient un problème et non une solution, observe le docteur Jean-Hervé Bradol, alors responsable des programmes pour Médecins sans frontières. De plus, la mobilisation a été trop tardive. Les personnes les plus vulnérables sont décédées avant l'arrivée des secours. »

L'alerte à la famine est pourtant lancée dès 1991. La sécheresse tue le bétail, les prix des céréales explosent, la guerre civile paralyse les secours, l'insécurité règne. Intervenir dans le chaos général est un combat quotidien.

« On était obligés de travailler avec des gardes armés, se souvient Angela Gussing, déléguée du CICR en Somalie à l'époque. Pour le moindre mouvement, pour acheminer des vivres, il fallait négocier un droit de passage avec une trentaine de chefs de clans. »

Première intervention à grande échelle
La Somalie marque aussi une nouvelle ère de l'action humanitaire. C'est la première intervention à grande échelle. Le Comité international de la Croix-Rouge affrète par exemple des bateaux de 10 000 tonnes qui sont débarqués par des dizaines de radeaux.

L'argent des bailleurs de fonds afflue en masse. « On s'est retrouvés à la tête de budgets et de matériels qu'on n'avait jamais gérés auparavant, se souvient Jean-Hervé Bradol. Cela a posé d'énormes problèmes pour sécuriser nos activités. »

Les chefs de guerre et les hommes d'affaires sentent vite le filon. Le détournement de l'aide, inévitable en temps de guerre, prend des proportions alarmantes. Les convois de nourriture ou de matériels sont pillés, puis revendus sur les marchés.

Désenchantement
Au nom de la protection des populations, le Conseil de sécurité des Nations unies décide alors en décembre 1992 de renforcer ses contingents de casques bleus. Une initiative saluée par beaucoup de travailleurs humanitaires.

Ils déchantent vite. « Rapidement, nous avons compris que les troupes de l'ONU ne seraient pas capables de sécuriser le pays », précise Thomas Gonnet, directeur des opérations d'Action contre la faim.

L'opération Restore Hope brouille enfin durablement l'image des étrangers en Somalie. « Les casques bleus ont été perçus comme une force d'occupation étrangère et les organisations d'aide comme le bras civil de cette armée », conclut Jean-Hervé Bradol.

APERCU DE L'HISTOIRE DE LA SOMALIE

Extraits du texte "L'intervention en Somalie 1992-1993", par Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, *Revue historique des armées* [en ligne], 263 | 2011, mis en ligne le 10 mai 2011

En 1989, avec la chute du mur de Berlin, la guerre froide entre Moscou et Washington prend fin. Cela n'est pas sans conséquences pour les États africains qui bénéficiaient d'une aide au titre de leur affiliation à l'un ou l'autre camp. La Somalie avait reçu dans les années 1980 environ 4 milliards de dollars, or cette ressource se tarit dans la mesure où la position stratégique du pays cesse d'être un enjeu de la guerre froide [7]. La contestation s'amplifie en Somalie contre le pouvoir de Siyad Barré. Celui-ci perd peu à peu le contrôle effectif du pays. Son autorité ne s'étend bientôt plus qu'à la capitale, Mogadiscio, à laquelle les rebelles viennent s'attaquer. En janvier 1991, les combats se déroulent dans les rues de Mogadiscio ; le 27, le palais présidentiel tombe aux mains des troupes de l'United Somali Congress (USC) du général Mohammed Farah Aïdid. Siyad Barré s'est enfuit quelques heures plus tôt en direction du sud où une milice lui reste fidèle. Depuis son refuge méridional, il entend partir à la reconquête de son pouvoir.

La mort d'un État ?

À partir de ce moment, la Somalie sombre dans un maelström politique. Il n'existe plus d'autorité centrale ; la structure clanique qui organisait traditionnellement la société somalienne retrouve son efficience ; les groupes armés se multiplient, les « seigneurs de la guerre » apparaissent, des sous-factions émergent avec leurs propres revendications, les alliances se font et se défont. La guerre civile s'installe durablement dans le pays et, avec elle, une violence extrême. Ainsi, trois mouvements d'opposition s'étaient unis alors qu'il s'agissait de renverser Siyad Barré. L'objectif atteint, les mouvements s'entredéchirent pour la conquête du pouvoir. Le général Aïdid a conquis la ville, mais c'est Ali Mahdi qui intrigue pour se faire élire président du gouvernement provisoire somalien. Une lutte fratricide s'engage entre les deux personnages.

Le sud et la région de Mogadiscio sont particulièrement touchés par la violence. Les combats ont même lieu à l'arme lourde entre groupes rivaux. Les populations passent sous le contrôle d'un chef de guerre puis d'un autre, sont victimes de pillages, d'assassinats. Entre novembre 1991 et mars 1992, on estime à 50 000 le nombre de personnes tuées dans les combats entre factions rivales [8]. Les récoltes sont détruites ; les habitations rasées. Les populations fuient : la bataille de Mogadiscio en janvier 1991 a entraîné le départ massif des habitants de la capitale qui se retrouvent sans abri dans un pays en état de guerre civile. Partout à travers la Somalie, les populations tentent de quitter les zones de conflit. Le cinquième de la population a quitté son foyer [9]. Les circuits d'approvisionnement alimentaires sont de ce fait totalement désorganisés et la population commence à mourir de faim. À cette situation politique déjà catastrophique s'ajoute, pour comble du malheur, une grave sécheresse. Celle-ci entraîne une famine qui touche l'ensemble de la Corne de l'Afrique et plus largement tout le sud de l'Afrique à partir du Soudan.

La communauté internationale ne se soucie pas, alors, de cette situation d'apocalypse qui s'installe durablement dans le pays. D'abord, elle n'est pas informée, ou si peu. Avec les affrontements de Mogadiscio, les rares étrangers présents dans le pays sont partis. L'aide humanitaire a commencé à revenir à l'été 1991, mais la violence des combats entre le général Aïdid et le président par intérim Ali Mahdi en septembre 1991 dans la capitale a entraîné le départ des différents organismes internationaux ou non gouvernementaux, Nations unies ou Comité international de la Croix-Rouge (CICR). La Somalie, par ailleurs, est éclipsée par la question irakienne qui se déroule précisément au même moment. Saddam Hussein a envahit le Koweït à l'été 1990 ; l'attaque aérienne des coalisés contre l'Irak débute à la mi-janvier 1991 ; l'offensive terrestre est lancée le 24 février. Saddam Hussein se retourne ensuite contre les Kurdes et les Chiites. La communauté internationale a toujours les yeux tournés vers le Golfe arabo-persique ; elle suit la mise en place et le déroulement de l'opération Provide Comfort au profit des populations du Kurdistan irakien.

Ce n'est qu'au printemps 1992 que la réalité de la situation somalienne commence à être révélée à l'opinion mondiale. Le Conseil de sécurité « profondément troublé par l'ampleur de la tragédie humaine » décide de l'envoi d'observateurs et d'une force de sécurité pour surveiller le cessez-le-feu à Mogadiscio et permettre l'acheminement de l'aide humanitaire [10]. Ainsi est créée la première mission de l'ONU en Somalie, ONUSOM. Le premier groupe de militaires arrive sur place en septembre. Fin avril 1992, des informations sur la situation hors de la capitale sont transmises par une équipe de Médecins sans frontières qui s'est rendue dans la région de Merca

sur le littoral. Les données sont accablantes : un enfant sur quatre de moins de 5 ans est mort au cours des douze derniers mois ; 10 % des adultes sont morts de faim en un an, 90 % des déplacés dans les camps sont atteints de malnutrition [11]. Les chiffres pour la Somalie restent cependant imprécis, mais toujours exorbitants : le CICR parle de 1 000 victimes par jour ; Mohamed Sahnoun, le représentant spécial de l'ONU, estime en juin 1992 le bilan quotidien à 5 000 victimes de la faim [12]. Globalement, on évalue à 300 000 le nombre des morts [13].

Les organisations humanitaires reviennent massivement, se mettent au travail dans ce pays dévasté par la guerre civile et la famine. Elles prennent soin des populations assurément, tout en alimentant indirectement les circuits de financement de la guerre civile : les déplacements sont impossibles dans le pays sans un personnel de sécurité qu'il faut employer, il faut des locaux, des bureaux, des autos, etc. En l'absence de structures étatiques, c'est aux différentes factions que l'on s'adresse, celles qui tiennent le territoire [15].

Les États-Unis annoncent la mise en place d'un pont aérien à partir du Kenya et le déblocage de 145 000 tonnes d'aide alimentaire (« Opération de secours » du 15 août au 9 décembre 1992) ; la France fait de même depuis Djibouti, à sa mesure, 200 tonnes. L'aide est massive et la famine commence à reculer [16], mais la situation politique n'est toujours pas stabilisée. Le contingent de 500 casques bleus pakistanais, qui intervient dans le cadre de l'ONUSOM, ne parvient même pas à entrer dans Mogadiscio. Il contrôle juste l'aéroport. Encore, le général Aïdid demande-t-il son retrait. Ce dernier a cessé de coopérer avec les Nations unies ; il les défie même de chercher à procéder à un déploiement autoritaire de l'ONUSOM [17]. Aucune solution négociée de sortie de crise ne semble se dessiner, pas plus de cessez-le-feu. En outre, il apparaît qu'une partie de l'aide humanitaire envoyée dans le pays est détournée [18]. En France, on fit grand bruit du « riz des enfants de France pour la Somalie », collecté dans les écoles, volé sur une plage au nord de Mogadiscio. Quand, en novembre, les seigneurs de la guerre ferment l'accès au port de Mogadiscio, empêchant l'arrivée de l'aide humanitaire, la communauté internationale estime qu'il est temps d'intervenir de manière plus musclée.

On est, en outre, à une période charnière des relations internationales. La guerre froide s'est achevée ; les Américains dominent seuls la scène internationale ; ils s'estiment responsables de la mise en place d'un « nouvel ordre mondial ». Les élections américaines ont eu lieu. Georges Bush va céder la place à Bill Clinton élu en novembre. Georges Bush souhaite sans doute achever son mandat avec éclat, sur une seconde opération militaire aussi réussie que celle menée contre l'Irak et qui ferait oublier l'inaction en Yougoslavie. Le 3 décembre 1992, le Conseil de sécurité se réunit, dresse un bilan de la situation en Somalie, appelle à la fin des hostilités. Il reconnaît que le « présent mode de fonctionnement de l'ONUSOM n'est pas (…) la formule qui convient pour faire face à la tragédie en Somalie ». Le secrétaire général recommande l'intervention d'une force sous le commandement d'un État et le Conseil de sécurité, « en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies autorise (…) à employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie » [19]. La porte est ouverte pour une action militaire. La première opération « militaro-humanitaire » [20] va s'organiser.

L'intervention

Les États-Unis ont indiqué qu'ils étaient prêts à prendre la tête et le commandement d'une « opération coercitive » [21] qui serait organisée conjointement avec d'autres États membres des Nations unies, autorisés par le Conseil de sécurité à intervenir en Somalie. Dans la nuit du 8 au 9 décembre, l'opération « Restore Hope » est engagée par les troupes de l'UNITAF, United Task Force. L'UNITAF, d'après les renseignements fournis par les Marines américains, regroupe 38 301 combattants dont 25 426 Américains tous placés sous le commandement central des États-Unis. Le général Robert B. Johnston commande l'intervention. Vingt pays, dont la France, fournissent un contingent de soldats pour cette opération dont le budget s'élève à 600 millions de dollars [22]. Les États-Unis assument 75 % du coût. Le 17 décembre 1992, le représentant permanent des États-Unis auprès des Nations unies explique que le plan d'opérations est organisé en quatre phases. Les trois premières consistent à s'implanter graduellement dans les zones les plus meurtries de la Somalie, de Mogadiscio vers Baïdoa puis vers Kismayo pour permettre la distribution des secours aux populations les plus touchées par la crise. La 4e phase est celle du transfert de la responsabilité des opérations aux forces de maintien de la paix des Nations unies [23]. L'opération « Restore Hope » s'inscrit donc dès sa conception dans un processus de long terme, mais elle-même est une mission de courte durée, dont l'objectif essentiel est d'établir un environnement sûr pour l'acheminement de l'aide humanitaire. L'urgence

de la situation impose l'envoi d'une force commandée par les États-Unis mais il est entendu que le relais doit être pris par l'ONUSOM 2.

Au bilan, l'opération Restore Hope pose deux problèmes : elle réalise son objectif de mettre fin à la famine et au décès des populations civiles mais elle ne constitue qu'une parenthèse dans l'histoire de la guerre civile somalienne. Elle n'est pas accompagnée d'un véritable processus de stabilisation et de reconstruction politique. Il n'y a plus d'État somali, plus de police, plus d'armée, plus d'administration civile, etc. L'apaisement de la détresse des Somalis est lié à cette présence militaire étrangère. Son départ peut entraîner le retour du chaos. Le second problème est soulevé par MSF (Médecins sans frontières) en mars 1993. L'organisation non gouvernementale fait en effet le choix, à cette date, de se retirer de Somalie. Elle dénonce l'amalgame entre action militaire et humanitaire, les problèmes que cette confusion des genres provoque dans le rapport aux populations somalies. Un exemple concret est donné : à Kismayo, « les soldats américains et belges [sont] postés sur l'hôpital de MSF-Belgique, d'où ils [ont] abattu plusieurs "combattants". Dans ces conditions, quel Somalien [peut] encore faire la différence entre les militaires et les humanitaires blancs ? Tous des Gal, des "infidèles" (…)» [34].

Si l'UNITAF a été rapidement constituée et envoyée sur place, elle n'a pas vocation à se maintenir telle quelle. Elle doit céder la place aux forces de l'ONUSOM placées sous le commandement des Nations unies. Le 4 mai 1993, l'opération « Restore Hope »s'achève, la crise alimentaire n'est plus qu'un pénible souvenir. La résolution 814 du 26 mars 1993 créé l'ONUSOM 2 [35]. Le mandat des forces des Nations unies est élargi par rapport à celui de l'UNITAF. Il ne s'agit plus seulement d'une opération humanitaire, la mission vise dorénavant à imposer la paix à l'ensemble du territoire somalien c'est-à-dire à désarmer les factions rivales et à édifier une nation, en favorisant un règlement politique, en rétablissant les institutions, l'administration, la police, en œuvrant pour le redressement économique du pays. ONUSOM 2 doit en somme prolonger la tâche commencée par l'UNITAF pour le rétablissement de la paix et de la stabilité en Somalie.
Alors que la tâche qui incombe à l'ONUSOM 2 est bien plus importante que celle de l'UNITAF, notamment en terme d'espace géographique – l'opération « Restore Hope » ne couvrait que 40 % de la Somalie – les forces de l'ONUSOM 2 sont moins importantes que celles de l'UNITAF. Les Américains, très présents dans l'opération « Restore Hope », décident de ne maintenir sur place que 2 600 hommes des unités de logistique. Une force d'intervention rapide composée de 1 100 hommes des troupes d'élite – Rangers et Delta Force – est laissée également sur le terrain.

Rapidement, le niveau de tension remonte dans le pays. Les forces de l'ONUSOM 2 font l'objet de nombreuses attaques. On assiste à un processus de violence sans cesse croissant de part et d'autre, de bavures [38]. La communauté internationale, qui agit pour un règlement politique de la crise, se montre plutôt favorable à Ali Mahdi. Cette intrusion dans les affaires intérieures de la Somalie suscite la colère du général Aïdid. Celui-ci dénonce le caractère partisan de l'ONU [39] et son colonialisme. Or, la position que prend l'ONU en juin tend à accréditer sa thèse : après la mort de 24 Pakistanais dans une embuscade à Mogadiscio, non loin du bâtiment de Radio-Mogadiscio – qui mène depuis plusieurs semaines une violente campagne contre les forces des Nations unies –, la tête du général Aïdid est mise à prix, 25 000 dollars. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, demande que le général Aïdid soit jugé « pour "conspiration contre les forces de l'ONU", "crimes contre l'humanité" et "incitation à la violence" » [40]. La désignation d'Aïdid à la vindicte internationale accroit le prestige de ce dernier en Somalie et en fait un héros de la résistance nationale. Il fédère peu à peu, derrière lui, la résistance à l'étranger et les solidarités traditionnelles [41]. L'engagement de l'ONUSOM 2 change de caractère à partir de ce moment-là. La réconciliation politique et le redressement économique sont mis de côté pour une lutte menée contre le général Aïdid et ses partisans. Le 6 juin, la résolution 837 souligne la nécessité d'accroître le nombre « de véhicules blindés de transport de troupes, de chars et d'hélicoptères de combat » afin que la force des Nations unies « soit en mesure de riposter de manière appropriée aux attaques armées qu'elle subit dans l'accomplissement de sa mission » et rappelle « l'importance cruciale de mettre rapidement à exécution le désarmement de toutes les parties somalies»[42]. En août 1993, une guérilla urbaine s'installe entre les Américains, qui utilisent leurs hélicoptères de combat, et les forces du général Aïdid, qui s'en prennent sans distinction à tous les casques bleus [46]. Elle se prolonge jusqu'au 4 octobre 1993. La veille, le 3 octobre dans l'après-midi, les troupes d'élites américaines ont pour cible l'hôtel Olympia de Mogadiscio où des cadres du Somali National Alliance, mouvement dirigé par Aïdid, sont censés se retrouver. Le film *La chute du faucon noir* de Ridley Scott retracera cet épisode, qui sera ensuite appelé la « bataille de Mogadiscio ». L'attaque se fait par voie aérienne et terrestre. Alors que l'intervention allait s'achever après l'arrestation de 24 Somaliens, un hélicoptère *MH-60 Black Hawk* est abattu et s'écrase un peu plus loin. Une

opération de secours est immédiatement lancée pour récupérer les membres de l'équipage de l'hélicoptère mais un second hélicoptère est à son tour touché par un projectile et s'écrase. Dans la nuit, une opération plus large est montée pour tenter d'aller récupérer les survivants et les morts [47]. Le lendemain, les journaux titrent : « *Vision d'horreur, hier à Mogadiscio : le corps d'un soldat américain mort a été traîné dans les rues au milieu des chants et des danses des Somaliens. Ce corps est celui d'un des douze soldats américains qui ont été tués* [un est retenu prisonnier, d'autres sont portés disparus et 73 ont été blessés] *lors de la grande offensive lancée dimanche par les Nations unies pour démanteler le commandement de la faction du général Aïdid, l'ennemi juré des Américains.* » [48].
La haine des Américains, et plus largement des forces étrangères, s'est installée dans le pays.
Dans les jours qui suivent (le 6 octobre 1993), Bill Clinton annonce le départ des forces américaines de Somalie dans un délai de six mois. Le 25 mars 1994, l'armée américaine a quitté la Somalie. Les autres contingents suivent progressivement l'exemple américain. Le 2 mars 1995, l'ONU a quitté la Somalie, ONUSOM 2 est officiellement terminée. La Somalie ne souffre plus de la famine mais n'a toujours pas retrouvé sa stabilité politique. Les factions continuent à s'affronter, loin des caméras, et le pays est en phase d'éclatement.

Toutes les références sont accessibles sur l'article en ligne.

L'ECHEC DE L'INTERVENTION DE L'ONU EN SOMALIE: LES ENSEIGNEMENTS

"L'intervention en Somalie 1992-1993", par Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, *Revue historique des armées* [en ligne], 263 | 2011, mis en ligne le 10 mai 2011

L'échec de l'intervention de l'ONU en Somalie a généré différentes analyses [52]. Il en ressort, en premier lieu, que l'intervention en Somalie est d'un type nouveau. Il ne s'agit pas d'une opération de maintien de la paix à laquelle l'ONU est rodée depuis 1956 et le premier envoi de casques bleus entre l'Égypte et Israël [53], mais d'une opération d'imposition de la paix. Dans le premier cas, les parties belligérantes donnent leur accord à l'intervention des casques bleus. Ils interviennent généralement après un cessez-le-feu, dans un contexte où les belligérants souhaitent un retour à la stabilité et à la paix. Les parties sont bien identifiées et l'ONU est parfaitement impartiale, chargée de surveiller le cessez-le-feu ou le retrait de troupes. En outre, l'utilisation de la force par les casques bleus est autorisée dans les seuls cas d'auto-défense. Dans le cas d'une intervention pour imposer la paix, comme en Somalie, en l'absence de gouvernement, les parties sont difficilement identifiables et le consentement à l'intervention d'une force des Nations unies n'est pas absolu. La force doit être utilisée pour contraindre les belligérants à la paix. Enfin l'impartialité, et le phénomène est particulièrement vrai en Somalie, est soumise à rude épreuve quand l'une des factions s'en prend aux forces de la paix.
Le second point qui a frappé les observateurs en 1992 est la méconnaissance totale de l'univers somalien [54], le choix d'un interlocuteur plutôt qu'un autre, la marginalisation d'une faction qui dans le paysage politique du pays est incontournable. Les Nations unies se sont discréditées par leur intervention dans le jeu intérieur somalien. Dès lors, les forces de la paix ont donné l'impression de prendre parti, de devenir à leur tour des belligérants. L'arrogance américaine a en outre favorisé la montée de la tension, la focalisation de l'agressivité des Somaliens contre les forces étrangères. Plus fondamentalement la question se pose de la capacité de l'ONU, ou de tout acteur extérieur, à reconstituer une nation alors que les membres de cette communauté ne se reconnaissent plus en elle.
Le troisième écueil de cette intervention en Somalie fut celui de l'organisation même de la force des Nations unies. Le caractère multilatéral doit être clairement perçu par les belligérants ce qui signifie que le drapeau onusien doit être utilisé et que le commandement doit effectivement être celui de l'ONU. En outre, les choix politiques des Nations unies doivent être mis en œuvre par le commandement. Or, l'UNITAF est placée sous commandement américain. Il se trouve que les perspectives de Georges Bush et du secrétaire général de l'ONU concernant la mission de l'UNITAF ne sont pas les mêmes. Naturellement étant donné la position des États-Unis, le point de vue américain l'emporte. Georges Bush voulait une aire de déploiement de la force internationale limitée et n'était pas dans une logique systématique de désarmement des factions [55]. Lors de la constitution de l'ONUSOM 2, les Américains maintiennent une position particulière pour leurs forces. Les contingents nationaux, face à l'escalade de la violence, ont parfois refusé d'obéir aux ordres venus du commandement pour s'en référer à leur capitale. Tel fut le cas de l'Italie qui chercha à négocier avec le général Aïdid quand celui-ci était activement recherché. Lorsque l'ONU demanda le renvoi de l'officier qui avait pris des libertés à l'égard du commandement, le gouvernement italien s'y opposa. L'intervention en Somalie a immanquablement souffert de ces questions de commandement, lié en partie à la personnalité du général turc, remarquable pour son manque d'autorité sur les différentes forces.
De l'intervention malheureuse en Somalie, les leçons ont été tirées. Un manuel des enseignements dégagés des opérations de maintien de la paix a notamment été réalisé. Il retient six points absolument nécessaires pour assurer la réussite des interventions internationales : un mandat clair, réaliste et exécutable ; des moyens à la mesure du mandat ; une planification intégrée et reposant sur des informations sûres ; une excellente coordination entre les diverses composantes ; la volonté politique des parties de régler le conflit et les moyens d'informer le public avec efficacité 56. L'opération en Somalie était loin de répondre à ces critères.

La débâcle de 1993 en Somalie explique pour une bonne part la réticence de la communauté internationale à intervenir activement dans la Corne de l'Afrique. Le parallèle entre les situations afghane et somalienne n'offre-t-il pas une clef complémentaire de compréhension ? En Afghanistan, la communauté internationale est confrontée aux difficultés de mener la lutte contre les islamistes radicaux, d'obtenir le soutien des populations locales et de construire un État afghan démocratique libéré de la corruption. Or, la situation somalienne ressemble singulièrement à celle de l'Afghanistan : une forte implantation des islamistes radicaux, une population hostile à toute présence étrangère rapidement assimilée à des néo-colonisateurs, un État inexistant, des constructions claniques compliquées, des « seigneurs de la guerre » bien implantés, des réseaux d'économie parallèle très lucratifs mais illicites. (Toutes les références sont accessibles sur l'article en ligne)

BIOGRAPHIES

Raven Ruëll et Bruno Vanden Broecke

Il y a 11 ans, Raven Ruëll, metteur en scène belge dont les spectacles ont été à plusieurs reprises sélectionnés pour le Het Theaterfestival à Gand, dirigeait déjà l'acteur Bruno Vanden Broecke dans *Mission*, écrit par David Van Reybrouck. Depuis, *Mission* a été joué à 280 reprises et en quatre langues au cours des 11 saisons passées, et a tourné en Belgique, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse et en Autriche. C'est donc le trio au grand complet que l'on retrouve ici dans Para, pour lequel Bruno Vanden Broecke, parfois qualifié de « roi du monologue », a remporté le Louis d'Or du meilleur rôle principal masculin, soit le prix théâtral belge le plus prestigieux de la région néerlandophone.

Quelques spectacles emblématiques de Raven Ruëll :

– *Baal* de Bertold Brecht (2011). Raven Ruëll revisite la première pièce de théâtre du dramaturge allemand avec son coéquipier Jos Verbist.

– *King Lear 2.0* de Jean-Marie Piemme (2012). Le metteur en scène belge fait entrer Shakespeare en résonnance avec le monde contemporain.

– *Tribuna(a)l* (2013). Suite à son immersion dans les palais de justice, Raven Ruëll compose avec Jos Verbist un théâtre documentaire passionnant à partir du quotidien de la justice.

David Van Reybrouck

Avant d'être un écrivain néerlandophone au retentissement européen, David Van Reybrouck, né à Bruges en 1971, a fait une carrière scientifique en tant qu'archéologue et historien de la culture. Il a mené des recherches dans le domaine de l'anthropozoologie – discipline étudiant les rapports entre le monde animal et les sociétés humaines – qui ont donné lieu à des publications internationales. Mais en 2007, il quitte le monde universitaire pour se concentrer sur sa carrière d'écrivain. Il écrit alors *Mission* - que l'on a pu voir à la Comédie de Genève, en 2015 puis en 2016 -, un monologue développé à partir de conversations qu'il a eues avec des missionnaires au Congo belge. Ce livre lui vaut le Arkprijs (Ark Prize of the Free Word). Le jury qui lui décerne ce prix fait l'éloge de son approche souple, cohérente et originale dans les débats contemporains sur les sciences sociales et éthiques.